

Site du Premier ministre

Portail du Gouvernement

ACTUALITÉS

22-02-2007 17:43

L'Ecole d'économie de Paris : un nouveau pôle d'excellence mondial

Dominique de Villepin a inauguré, le 22 février, l'Ecole d'économie de Paris (EEP), en présence de Thierry Breton, et de Gilles de Robien. Fruit du regroupement des meilleures écoles et universités parisiennes, l'EEP rassemble des chercheurs de haut niveau afin de former les élites de demain.

"Montrer que la France reste une terre d'excellence, qu'elle est capable de récompenser le mérite, de mettre en œuvre des projets ambitieux, voilà ce que nous prouve la création de l'Ecole d'économie de Paris", a déclaré le Premier ministre. Cette grande école constitue l'un des premiers réseaux thématiques de recherche avancée labellisés dans le cadre du Pacte pour la recherche. Basée sur le campus de l'ENS de Paris, l'EEP associe des équipes issues de plusieurs institutions d'excellence parisiennes : l'Ecole normale supérieure (ENS), l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS), l'Ecole nationale des ponts et chaussées (ENCP), le Centre national de la recherche scientifique (CNRS), l'Institut national de recherche agronomique (Inra) et l'université Paris I -Panthéon-Sorbonne.

Une fondation : un statut novateur

L'EEP accueille déjà près de 300 chercheurs et presque autant d'étudiants, de niveau master ou doctorat. La forme juridique choisie, une fondation de coopération scientifique, permet à l'EEP de lever des fonds privés et de recevoir des donations pour se développer, en plus des 20 millions d'euros qui constituent la dotation initiale de l'Etat. L'assureur Axa et le courtier Exane ont notamment apporté 1 million d'euros chacun. La souplesse et la réactivité qu'entraîne ce statut, indispensables à la compétition internationale, permettront de faire revenir des chercheurs français expatriés et d'attirer les meilleurs étudiants et enseignants étrangers.

La définition d'une nouvelle doctrine économique

L'Ecole d'économie de Paris contribuera à l'élaboration d'une doctrine économique à part entière, dont l'objectif sera de mieux analyser le fonctionnement de la vie économique. Une plus grande place devra être donnée aux modèles de développement qui intègrent la protection de l'environnement, la justice sociale et le respect des identités. La France pourra ainsi davantage peser dans les grands débats économiques internationaux. *"Ce qui se joue, c'est notre force diplomatique, notre influence dans le monde et notre capacité, à nous Français et Européens, à jouer tout notre rôle dans la construction d'un monde plus juste, plus équilibré, plus respectueux des peuples", a insisté le Premier ministre.*

INTERVENTIONS DU PREMIER MINISTRE

Allocution lors de l'inauguration de l'Ecole d'économie de Paris

Madame la directrice de l'Ecole normale supérieure,
Monsieur le recteur de l'académie de Paris,
Messieurs les ministres
Mesdames, Messieurs,

Chers amis,

Je suis très heureux de me trouver aujourd'hui parmi vous.

Je voudrais tout d'abord rendre hommage à l'Ecole normale supérieure qui nous accueille aujourd'hui et qui a pris une part substantielle à l'aventure de l'Ecole d'économie de Paris. En accueillant cette école sur le campus de Jourdan, en lui faisant une place privilégiée dans son offre pédagogique, elle lui donne non seulement des lettres de noblesses indiscutables, mais aussi une véritable garantie d'excellence et de réussite.

L'Ecole normale supérieure est une institution indispensable pour notre système d'enseignement supérieur et pour notre pays. Elle incarne le mérite républicain, une conception exigeante de l'esprit scientifique et une vision ambitieuse de la place que le savoir doit occuper au sein de la société. Cela fait plus de 200 ans que l'Ecole normale supérieure irrigue l'université, la recherche, mais aussi l'enseignement secondaire. Cela fait plus de 200 ans qu'elle est reconnue et respectée dans le monde entier.

Et pourtant, aucun équivalent de cette école n'existe dans d'autres pays. Pas même dans des pays qui nous sont proches comme l'Allemagne ou la Grande-Bretagne. C'est d'ailleurs toujours un peu difficile d'expliquer la spécificité de cette école lorsqu'on en parle à des étrangers. Pourquoi ? Tout simplement parce que l'Ecole normale supérieure est une école profondément française et que la France n'est pas un pays comme les autres. La France porte, pour elle et pour le monde, une ambition unique, une ambition qui conjugue l'égalité et l'excellence.

Cette ambition, il n'y a aucune raison pour que notre pays doive y renoncer. Je voudrais profiter de l'occasion qui m'est donnée aujourd'hui pour en finir avec un certain nombre d'idées reçues. La France n'est pas un pays fatigué. La France n'est pas un pays sans avenir. Il y a dans la société française une réserve considérable d'énergie qui ne demande qu'à être libérée. En disant cela je pense en particulier aux jeunes, pour lesquels tout est de plus en plus difficile alors même qu'ils n'ont qu'une envie : réussir ici, en France.

Montrer que la France reste une terre d'excellence, qu'elle est capable de récompenser le mérite, de mettre en œuvre des projets ambitieux, voilà ce que nous prouve la création de l'Ecole d'économie de Paris. Faire en sorte que la France continue à affirmer sa voix sur les grands enjeux de la planète, et notamment les enjeux économiques, qu'elle reste l'un des grands pôles d'humanisme et de progrès, voilà la vocation qu'il nous appartient de défendre ensemble.

Pour renouer avec cette ambition française, la seule solution c'est de remettre l'éducation au cœur de l'action politique.

L'intelligence, le savoir, la recherche, l'innovation, mais aussi la formation pour tous et tout au long de la vie doivent devenir des priorités absolues. Une politique ambitieuse de l'éducation doit s'appuyer sur deux grands principes.

Le premier principe, c'est l'égalité des chances. Rien ne serait pire que de renoncer à ce principe sous prétexte qu'il faut aller vite, qu'il faut être efficace. Dans le domaine de l'enseignement supérieur il y a un retard français, il y a une urgence française. C'est une réalité indiscutable. Mais la réponse à ce retard ce n'est pas de permettre à quelques uns d'aller beaucoup plus haut. La réponse c'est de faire mieux, nettement mieux, pour tous.

C'est pour cela qu'il faut aller plus loin dans la réforme de l'éducation prioritaire, dans la lutte contre l'échec scolaire à travers un meilleur accompagnement des élèves en difficulté, dans la vérification des connaissances et des compétences à chaque étape.

Il faut aussi faire en sorte que notre système d'éducation offre une deuxième chance à ceux qui n'ont pas trouvé leur voie tout de suite. C'est ce que nous avons voulu faire en créant les centres de défense deuxième chance pour aider ceux qui sont le plus éloignés de la formation. Cela implique aussi d'inventer de nouvelles solutions pour tous ceux qui ne s'y retrouvent pas dans les filières qu'on leur propose, qu'il s'agisse de l'apprentissage ou de la formation professionnelle. Notre objectif doit être de trouver le marchepied qui permettra à chacun d'exprimer son talent, d'aller jusqu'au bout de ses ambitions.

Le deuxième principe qui doit nous guider, c'est le rassemblement de nos forces. Notre système d'enseignement supérieur est trop éclaté. Vous en savez quelque chose, vous qui depuis des années

tentez de rapprocher les établissements et de faire travailler ensemble les équipes.

Nous avons besoin de cohérence, de décloisonnement, de cohésion. C'est indispensable si nous voulons faire de la dualité entre universités et grandes écoles une force et non une faiblesse comme c'est le cas aujourd'hui : les grandes écoles ont besoin des universités pour diversifier leur recrutement et acquérir plus de visibilité. Les universités ont besoin des grandes écoles pour diversifier leur offre de formation et s'ouvrir davantage sur le monde économique. Le rapprochement doit aussi se faire avec les entreprises, si nous voulons que notre université forme les jeunes à la vie professionnelle.

A quoi doit ressembler le panorama de l'enseignement supérieur des vingt années à venir ? Une dizaine d'établissements d'excellence aux meilleurs standards mondiaux, 40 universités de niveau européen, des enseignants et des chercheurs mieux rémunérés, des jeunes encouragés à s'engager dans des études longues, des passerelles renouvelées entre les filières.

Cette exigence de rapprochement, nous en avons fait un principe d'action avec les pôles de compétitivité, avec les pôles de recherche et d'enseignement supérieur, avec les réseaux de recherche avancée. Treize RTRA ont été sélectionnés. Ils fédèrent, autour de projets singuliers et innovants, ce que la science française compte de meilleur dans ses universités, ses écoles et ses laboratoires. Et je veux saluer le travail remarquable de Gilles de Robien et François Goulard, qui se sont battus pour faire avancer les choses. L'Ecole d'économie de Paris est l'un des meilleurs exemples de ce que nous avons voulu faire, puisqu'elle réunira des équipes issues de plusieurs institutions d'excellence aux statuts variés : l'Ecole normale supérieure bien sûr, l'Ecole des hautes études en sciences sociales, l'Ecole nationale des ponts et chaussées, le CNRS, l'Inra et l'université Paris I - Sorbonne, dont le concours sera précieux. Nous pouvons ainsi compter, avec le centre de Toulouse, sur deux grands pôles français dans le domaine de l'économie. Avec les réseaux qui se constituent autour des mathématiques, de la physique et des neurosciences, la France dispose désormais d'atouts majeurs pour affirmer sa vocation d'excellence.

Pour poursuivre dans cette voie, nous devons faire des choix clairs sur les grandes questions qui sont posées aujourd'hui à notre enseignement supérieur.

La question de l'orientation d'abord, qui est la meilleure réponse aux aspirations des Français, plutôt qu'une sélection systématique qui favorisera toujours les plus forts et les mieux informés. La solution pour lutter contre l'échec scolaire et universitaire, c'est une orientation plus claire et plus lisible, qui permette à chacun de choisir en fonction de ses talents, de ses ambitions et des débouchés professionnels. Nous en avons d'ailleurs posé le fondement à travers le service public de l'orientation.

Sur la question du financement, nous savons que l'enseignement supérieur a besoin de moyens bien plus importants. Bien entendu, l'Etat doit prendre toute sa part. Mais il faut que les universités explorent d'autres voies, notamment à travers le partenariat avec les entreprises. Beaucoup s'interrogent aujourd'hui sur la nécessité d'augmenter les droits d'inscriptions. Il paraît normal que les étudiants et leurs familles contribuent au financement de la formation à la hauteur de leurs possibilités. Mais aucun jeune ne doit renoncer à faire des études parce que ses parents n'ont pas les revenus nécessaires. Nous devons aussi développer massivement les bourses en remettant complètement à plat leur système. Il faut également mettre en place des prêts qui donnent à chaque étudiant la possibilité d'investir dans son avenir.

Enfin, nous devons aller vers plus d'autonomie pour nos grands établissements de recherche et d'enseignement supérieur. Ils ont besoin, nous le savons tous, de capacités de pilotage plus opérationnelles et de plus de souplesse dans la gestion de leurs ressources humaines, en particulier la répartition entre le temps consacré à l'enseignement et à la recherche, le recrutement ainsi que la rémunération.

Pour toutes ces raisons, l'Ecole d'économie de Paris constitue véritablement un exemple de ce qu'il faut faire.

Forte de la qualité des laboratoires et des équipes qui la composent, elle a vocation à rivaliser avec les plus grands établissements consacrés aux sciences économiques, qu'il s'agisse de la London School of Economics, de Harvard, ou encore de Princeton. Elle peut compter pour cela sur son prestigieux conseil scientifique, et sur les près de 300 chercheurs de très haut niveau, en particulier Thomas Piketty et Daniel

Cohen dont chacun connaît la réputation. Grâce à son statut de fondation de coopération scientifique, elle pourra, en plus des 20 millions d'euros qui constituent sa dotation initiale apportée par l'Etat, lever des fonds privés et recevoir des donations pour lui permettre de se développer. Je sais que ce travail a d'ores et déjà commencé, et je tiens à saluer les partenaires privés, comme Axa et Exane qui se sont engagés à soutenir l'Ecole d'économie de Paris. Grâce à ce nouveau statut administratif et institutionnel créé dans la loi de programme pour la recherche, les RTRA peuvent faire des offres d'embauche avec la souplesse et la réactivité désormais indispensables dans la compétition internationale. Cette évolution nous permettra de faire revenir des chercheurs français expatriés et faire venir les meilleurs étudiants et enseignants étrangers. La présence parmi nous d'Esther Duflo et de Philippe Aghion, que je tiens à saluer, constitue le meilleur témoignage de cette nouvelle attractivité.

Au-delà de cet objectif académique, l'Ecole d'économie de Paris permettra de construire une doctrine économique française et européenne. Aujourd'hui, nous n'avons qu'une seule grille de lecture pour comprendre et analyser le fonctionnement de la vie économique. C'est insuffisant. D'autant plus que de nombreux peuples à travers le monde aspirent à mettre en œuvre d'autres modèles de développement économique : des modèles qui intègrent des critères de respect de l'environnement, de justice sociale, de respect des identités. Des modèles qui reconnaissent la place essentielle de l'Etat dans l'impulsion d'un développement durable et équilibré.

La France doit jouer un rôle pionnier dans la définition de cette nouvelle doctrine. Elle doit peser davantage dans les grands débats économiques internationaux, ainsi que dans les grandes institutions de gouvernance mondiale.

Enfin, l'Ecole d'économie de Paris contribuera à diffuser et à mieux faire comprendre l'économie auprès de nos concitoyens. Ce sera aussi l'objectif du Conseil pour la diffusion de la culture économique, lancé par Thierry Breton. C'est un enjeu essentiel si nous voulons être capables d'éclairer les grands enjeux économiques de notre pays, la croissance, le désendettement, l'impact de la fiscalité, l'évolution du droit du travail. C'est indispensable si nous voulons que chacun puisse comprendre, au-delà de toute idéologie, les conséquences des choix politiques et économiques faits par notre nation.

Mesdames, Messieurs,

Avant de terminer, je voudrais avec vous tirer les enseignements des deux ans que nous avons mis à fonder cette école, des blocages que nous avons rencontrés, mais aussi de l'enthousiasme que ce projet a suscité. Je voudrais en faire une question de méthode pour l'avenir français qu'il nous appartient de construire ensemble.

La première leçon, c'est qu'il y a en France des réserves d'énergie et de volonté dans tous les domaines, quels que soient l'âge, l'origine, le niveau social de ceux qui veulent faire avancer les choses. C'est bien ce que nous ont montré ces jeunes chercheurs qui, avec le soutien de leurs aînés, ont eu à cœur de faire revenir des intelligences et des talents pour les faire travailler ensemble au service d'un projet d'intérêt collectif. Dans ce domaine comme dans tous les autres, qu'il s'agisse du sport, de la culture, de la création d'entreprises, rien n'est possible sans la détermination d'un petit nombre.

La deuxième leçon que je veux tirer de cette grande réussite, c'est que pour soutenir ces projets et ces initiatives, il ne faut pas hésiter à bousculer les habitudes, à changer les mentalités et les comportements. Pour aller plus loin dans le domaine de la recherche comme ailleurs, nous avons besoin de structures nouvelles, à l'image des RTRA. Nous avons besoin aussi de nouveaux moyens de financement. Sur ce point je voudrais vous dire ma conviction : l'Etat ne peut pas et ne doit pas forcément être le financeur exclusif de ces nouvelles structures. Il doit amorcer les projets, soutenir leur lancement, trouver des solutions en cas de blocage. Mais à terme, c'est aux nouveaux organismes de nouer des partenariats, de trouver des moyens de financement innovants pour bénéficier d'une gestion plus souple et plus réactive de leurs moyens.

La troisième grande leçon que je veux tirer, c'est que l'intelligence est la première force française et européenne. Nous devons tout faire pour rester l'un des grands pôles mondiaux capable de produire des brevets, d'investir dans la recherche. Le risque et l'innovation ne sont pas l'apanage des pays anglo-saxons ou des nouvelles puissances. C'est un trait essentiel de l'identité, je dirais même du caractère européen. L'Ecole d'économie de Paris nous prouve que la créativité et l'audace peuvent naître dans les institutions

les plus anciennes de la République. Et c'est une bonne nouvelle. Car ce qui se joue, ce n'est pas seulement une compétition entre les grandes universités du monde. Ce qui se joue, c'est la bataille de l'industrie et des services, c'est la croissance de demain, ce sont les emplois que nous serons capables de défendre pour nos compatriotes. Ce qui se joue c'est notre force diplomatique, notre influence dans le monde et notre capacité, à nous Français et Européens, à jouer tout notre rôle dans la construction d'un monde plus juste, plus équilibré, plus respectueux des peuples.

Je vous remercie.